

# la brèche

Ligue Marxiste Révolutionnaire

LMR  
Case postale 13  
2500 Bienne 4  
24 juin 76  
éd. resp.: O. Pavillon



FEUILLE LOCALE N° 2



## BIENNE: LES AUTORITES MUNICIPALES A LA QUETE ... D'EMPLOIS ....

■ Ces derniers temps, et à grand renfort de publicité, les autorités de la ville annoncent qu'elles s'occupent "activement" de permettre la création de nouveaux postes de travail à Bienne. L'on se bouge pour voir quelle(s) entreprise(s) pourrait reprendre les locaux de la GM et l'on discute avec le nouveau maître de la Bulova, M. Wong.

Les autorités se rendent compte que la reprise n'empêchera pas que se maintienne du chômage pour des centaines de travailleurs. A part les déclarations démagogiques et pré-électorales, en fait les autorités sont complètement démunies devant la situation. En effet ce sont les patrons qui décident s'ils vont investir ou non dans une branche industrielle ou une région, et cela non dans un but social mais en prévision de leurs profits. Les Wongs, SSIH, ASUAG, Tréfileries décident du sort de milliers de travailleurs selon leurs propres intérêts.

### UNE DEMOCRATIE QUI PERMET A UNE MINORITE DE COMMANDER.

Les autorités de la ville, menées par les partis bourgeois, ceux des patrons, le PNR, le FdP, ne sont évidemment pas prêtes à remettre en cause les privilèges de ces trusts et entreprises. Cela signifierait prendre l'argent là où il est: chez les banquiers, le patronat et les spéculateurs. Et cela pour que l'Etat crée des entreprises qui assurent un emploi pour tous. La politique des caisses vides profite à ces gens -là! La "ville", plutôt la majorité bourgeoise, n'a plus d'argent. Elle veut bien essayer d'en prendre sur le dos des travailleurs, en augmentant la quotité d'impôt, les taxes sur le gaz, l'électricité, l'eau, peut-être prochainement encore les taxes des transports publics. De plus, les impôts des travailleurs et des chômeurs sont utilisés pour recevoir avec faste le président radical du Grand Conseil ou pour organiser la fête fédérale des fanfares...

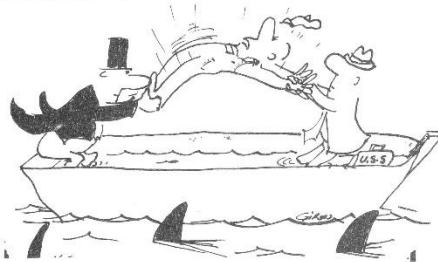
### APRES LA FERMETURE DE LA GM...

L'unique réponse des autorités biennoises est de faciliter l'implantation d'entreprises, en leur offrant: des droits de superficie, des avantages fiscaux, et aussi des salaires plus bas, vu la pression exercée par le chômage sur le niveau moyen des salaires. Une main d'oeuvre bon marché, des conditions avantageuses, et les quelques entreprises qui viendraient s'installer à Bienne, pourraient exploiter les travailleurs pour repartir quand elles le jugeront utiles, comme ce fut le cas pour la GM! Cette politique nécessite évidemment la "compréhension" des travailleurs et de leurs organisations, comme le disait M. Wong! Et cette compréhension, c'est la passivité du syndicat, le fait que les travailleurs acceptent les licenciements et les conditions de travail qu'on leur impose. Et il n'y a qu'à demander aux licenciés de la GM leur situation actuelle pour comprendre l'inefficacité de cette politique.

ASSURER L'EMPLOI, CREER DE NOUVEAUX POSTES DE TRAVAIL signifient pour les travailleurs et leurs organisations discuter dans leur entreprise, dans le syndicat et se battre pour

- UNE REDUCTION IMMEDIATE DU TEMPS DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DE SALAIRE
- EXIGER QUE LA VILLE REPRENNE DES ENTREPRISES ET DES ATELIERS FERMES OU CREE DE NOUVELLES ENTREPRISES, ceci pour permettre aux travailleurs, aux chômeurs et aux jeunes sortant d'ap-

prentissage de se recycler et de produire dans des secteurs nouveaux. Dans ces entreprises, le temps de travail ne doit pas dépasser 40 heures par semaine et un salaire minimum de 1.800frs doit être garanti. Toutes les décisions dans de telles entreprises sont soumises au droit de veto des travailleurs et de leurs organisations syndicales, car nous ne faisons pas plus confiance à l'Etat qu'au patron pour défendre les intérêts ouvriers.



## NOTES LOCALES

- A l'école normale de Bienne, sur 43 normaliens sortant, 41 sont pour l'instant sans travail. C'est ce qu'on appelle la pléthore. En fait il y a des classes de plus de trente élèves. Si l'on tenait compte et des intérêts des élèves et du droit au travail pour tous, ces enseignants (tes) promis au chômage dont la formation a été d'ailleurs payée par les impôts des travailleurs, trouveraient facilement un emploi.

## NATIONALES

- Le procès le plus scandaleux de l'année se déroulera le 12 juillet à Bâle. R. Spillmann et G. Stotz, membres du comité de soldat de Bâle, sont accusés d'avoir édité des journeaux appelant à la solidarité avec les luttes des recrues et des soldats. Dans ces luttes l'amélioration des conditions de vie ainsi que les droits démocratiques avaient été revendiqués. De lourdes peines allant jusqu'à plusieurs mois de prison menacent les deux accusés. Nous devons les soutenir pleinement!
- L'Office Fédéral des Assurances Sociales a recommandé aux caisses-maladie de ne plus rembourser les contrôles médicaux préventifs, en particulier gynécologiques. Le prétexte: La Confédération a diminué de 10% ses subventions aux caisses-maladie soit 130 millions de francs d'économies sur le dos des femmes surtout. Alors que dans le même budget elle accordait 1,2 milliards pour l'achat de Tigres!  
Soutenons les pétitions lancées par les mouvements de femmes contre cette mesure dans la plupart des cantons.

## ET INTERNATIONALES

- Italie: après les élections  
Le maintien de la démocratie-chrétienne donnera des arguments à la direction du Parti communiste pour poursuivre sa démarche de compromis historique. Il est pourtant manifeste que seule la formation d'un gouvernement PCI-PSI offrirait un débouché politique au vote de classe qui viennent de faire les travailleurs italiens. Ce devra être le premier axe de la bataille de l'extrême gauche au lendemain d'une élection qui signifie la fin de l'ère démocrate-chrétienne.

## POUR LES 40 HEURES, TOUT DE

SUITE !



■ Cette année les discours du 1er mai des sociaux-démocrates, des syndicalistes et même du conseiller fédéral Ritschard étaient épicés de phrases "combatives". Un secrétaire syndical de la PTMH, par exemple, revendiquait "une réelle diminution du temps de travail avec pleine compensation du salaire parce que le chômage ne constitue pas une solution à long terme".

Tous ces discours laissaient penser que l'espace d'un jour la classe ouvrière existait à nouveau aux yeux de ces "représentants des travailleurs". La direction de l'USS, à son dernier congrès a montré ce qu'il fallait penser du zèle qu'ont manifesté les orateurs le 1er mai :

L'initiative pour l'introduction de la semaine de 40 heures a été sabotée et même le lancement par les syndicats d'une initiative pour l'introduction progressive des 40 heures a été rejeté au profit de négociations avec le patronat pour évoquer la possibilité d'une réduction par étapes et par branche du temps de travail... au cas où se dessinerait une relance de l'économie !

Bien que les "relances" de l'économie capitaliste ne nous inspirent qu'une confiance limitée alors que nous ressentons encore durement les effets de la récession, des signes d'une reprise se font jour. En effet, des déclarations teintées d'optimisme ont été faites lors de la foire de Bâle et les exportations de l'industrie des machines et de la chimie ont augmenté de 20 % de janvier à mars.

Mais une diminution massive du temps de travail sans diminution de salaire est possible et nécessaire même indépendamment de la reprise économique.

Les boîtes qui, prenant prétexte du désastre économique que cela provoquerait, s'opposent à toute réduction du temps de travail en Suisse (BBC, Siemens, Bürhle, Sulzer, Charmilles, etc) ont des filiales à l'étranger où l'on fait 40 heures si ce n'est pas 35. Car si la semaine de 40 heures n'aurait pas encore entrée en vigueur en Allemagne fédérale on y compterait environ 3 millions de chômeurs.

Cependant il est clair que le patronat et le conseil fédéral à sa suite considèrent qu'un certain chômage permanent est une chose tout à fait saine et conforme aux intérêts de l'économie politique.

C'est pourquoi nous devons combattre le chômage par principe et non, comme le disait Canonica au 1er mai commencer à nous habituer au fait que les travailleurs des branches frappées par la récession se trouvent dans l'impasse. Et surtout il ne faut pas s'en tenir aux discours syndicaux "combatifs", il faut passer à l'action.

### QUE POUVONS-NOUS FAIRE ?

Nous tous, organisés ou non, hommes et femmes, immigrés et suisses, nous devons discuter pour avancer ensemble la revendication des 40 heures sans perte de salaire et demander l'appui des syndicats et des commissions d'entreprise. Seule la mobilisation des travailleurs(euses) permettra d'imposer une réduction du temps de travail qui ne soit pas liée à une augmentation correspondante de la productivité et qui soit une lutte efficace contre le chômage.

C'est dans ce sens que nous vous appelons tous à participer activement au comité 40 heures qui a été créé à Bienne, comme dans les autres villes de Suisse pour mener une campagne de soutien à l'initiative (POCH, PSA, LMR). Cette initiative sera mise au vote en décembre. Dans ces comités il s'agira de propager le plus largement possible cette revendication, principalement dans les boîtes, tout en se donnant les moyens d'une campagne centrale au niveau national.

## CHOMAGE :

### QUI ABUSE DE QUI ?

■ Dès le 24 juin, à Bienne, plus de 500 chômeurs n'ont plus droit aux indemnités de la caisse-chômage, leurs 150 jours étant terminés. Le Fonds Cantonal de crise doit prendre la relève, mais pour 3 mois et avec 90% des indemnités antérieures seulement. Ce sera l'occasion pour les autorités de restreindre le nombre des chômeurs y ayant droit puisqu'il y a encore plus de restrictions qu'à l'assurance-chômage.

Ainsi le pouvoir d'achat des chômeurs (en moyenne de Fr 1100.- mensuels) sera une fois de plus abaissée. Le chômeur est amené à accepter un travail pour un salaire dérisoire et ainsi à faire pression contre les collègues de travail.

PAR LE CHOMAGE, LE PATRONAT RENFORCE LA DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS ET EXERCE UNE PRESION SUR LE POUVOIR D'ACHAT DE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE.

### LES CHOMEURS ORGANISES EN COMITES SE DEFENDENT.

En s'organisant, ils montrent que l'unité est possible malgré l'isolement qui risque de les décourager. Avec leur PETITION - lancée par la Coordination Nationale des Comités de Chômeurs - les chômeurs exigent des autorités fédérales la prolongation des indemnités jusqu'à ce qu'ils retrouvent un emploi aux mêmes conditions qu'auparavant. S'il est important de lutter pour cette revendication ainsi que pour une indemnité égale au salaire précédent, il est tout aussi vital de se battre contre le chômage en soi : pour la réduction du temps de travail et la répartition entre toutes les personnes disponibles sans distinction de sexe, de nationalité ni d'âge !

Bien sûr, les intérêts réactionnaires des défenseurs du dur labeur et du salaire mérité crient au scandale "DES CHOMEURS ABUSENT". En effet, certains apprennent à vivre autrement que 45h au boulot, ils se réunissent pour se défendre collectivement... c'est vrai que c'est un danger pour l'ordre bourgeois lorsqu'ils remettent en cause les impôts sur les maigres indemnités perçues, et qu'ils refusent la déqualification professionnelle ! Et c'est contre cette dynamique que s'insurgent ces différents organismes ou associations de l'OPIANT à cette fameuse Association pour une Libre Opinion (!) qui sous forme d'annonce écrit dans La Suisse du 21 juin : "...Il s'agira d'empêcher les abus actuels qui sont de nature à jeter le discrédit sur cette institution" (l'assurance chômage). Pour eux, il s'agit donc de limiter les droits des travailleurs mis au chômage par le biais de la loi d'application sur l'assurance-chômage obligatoire dont le principe a été voté le 13 juin.

Le coup est réussi, on renverse les rôles et on fait oublier que ce sont les patrons les premiers et les seuls responsables du chômage. Ils ont mis à la rue environ 300'000 travailleurs (1 sur 5 dans l'horlogerie) et ont économisé autant de salaires. Ils augmentent l'exploitation de ceux qui restent dans la production et développent la concurrence entre eux et les chômeurs.

CHOMEURS et TRAVAILLEURS, UNITE dans la LUTTE POUR le DROIT à un EMPLOI pour TOUTES et TOUS !

### comité-brèche :

La prochaine séance du comité-brèche aura lieu jeudi 1er juillet à 20h00 au restaurant St-Gervais (rue Basse)

elle aura pour thème :

la révolution espagnole

